



## L'obésité est avant tout un phénomène social



Brieuc Van Damme  
Fellow

Le journal britannique The Times qualifie, sans pitié, la haine contre l'obésité, de nouveau racisme. Suite à un de nos articles « L'obésité, un crime écologique ? » paru dans La Libre Belgique nous n'avons pas pu échapper à ces accusations. Visiblement, oser constater que l'obésité a un coût écologique suffit pour se faire traiter de nazi et autres créatures infréquentables.

La soi-disant logique des soi-disant 'obésitophobes' est la suivante : les obèses sont responsables de leur surpoids et ce surpoids d'un problème climatique, donc les obèses sont responsables d'un problème climatique. Bien sûr, ce syllogisme ne tient **pas** debout.

Des études historiques nous apprennent que la femme et l'homme moyens n'ont cessé de devenir plus grands, et plus lourds, depuis 1700. Grâce aux révolutions agricoles, davantage de calories étaient disponibles pour la population affamée et maigre. Paradoxalement, d'après des chiffres américains, il semblerait que l'augmentation du poids moyen entre 1909 et 1970 ne soit pas la conséquence

d'une consommation plus importante de calories. Au contraire, des analyses montrent que la consommation quotidienne de calories a diminué de 3500 en 1909 à 3100 en 1970, pour augmenter ensuite rapidement jusqu'à 4000 en 1998. Des chercheurs attribuent un dixième de l'augmentation du poids moyen de la population américaine depuis 1970 à la baisse permanente du revenu minimum réel (-50% depuis 1970), confirmant ainsi que « l'obésité est avant tout un problème de riches dans les pays pauvres, et de pauvres dans les pays riches ». Outre la disponibilité de calories, il paraît donc qu'une combinaison de nombreux autres facteurs explique la recrudescence de l'obésité à long terme.

C'est que 'l'épidémie du poids' est survenue en même temps que quelques changements technologiques marquants. Dans les économies riches, plus de 70% de la population active travaille

dans l'économie tertiaire, ce qui revient essentiellement à du travail de bureau. De plus, les secteurs agricoles et industriels sont à un tel point automatisés que même dans ces domaines d'activité, l'effort physique nécessaire au travail n'est pas comparable à celui de 1950. Alors que jadis l'employé était payé pour livrer des efforts physiques et utilisait une grande partie de son revenu pour remplacer les calories brûlées, le travailleur de nos économies de services, en moyenne, en consomme à peine plus que le non-actif. Les

tâches ménagères aussi se sont allégées grâce aux innovations technologiques (machines à laver, aspirateurs, etc.) tandis que même les plus petits déplacements se font en voiture.

En 2002, des chercheurs américains concluent de manière convaincante que l'augmentation du poids mesuré au cours de ces dernières décennies peut être imputée à 60% à des facteurs dits 'de demande' comme la limitation des efforts

“  
*L'obésité a rapidement besoin d'une approche sociétale et politique, multidisciplinaire et à tous les niveaux de pouvoir.*  
”

physiques à la maison et au boulot. Les chercheurs attribuent les 40% restant à l'offre accrue de nourriture (surtout dans ses formes les plus malsaines), et aux diminutions relatives des prix des produits alimentaires depuis les années '50.

Nos économies tertiaires nous font à peine brûler des calories, tandis qu'on peut s'en procurer à un coût toujours plus bas. Par contre, il nous faut sacrifier une partie de notre temps libre pour rester actif physiquement. Brûler des calories par l'activité physique a donc ce que les économistes appellent un coût d'opportunité considérable. Les chercheurs concluent que ce sont essentiellement des facteurs technologiques, économiques et sociaux qui expliquent le problème contemporain de l'obésité et son évolution historique.

**Brieuc Van Damme**

*Paru dans La Libre Belgique du  
19/02/2010*

---

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.  
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL  
Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles  
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69  
info@itinerainstitute.org [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)